

2000

Les cultures sous-serres ou le nouvel âge du capitalisme agraire au Maroc: Le cas du Souss-Massa

Mohamed BOUCHELKHA

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Ibn zohr, Agadir, Maroc, bouchmoh1@yahoo.fr

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat>



Part of the [Geography Commons](#)

Recommended Citation

BOUCHELKHA, Mohamed (2000) "Les cultures sous-serres ou le nouvel âge du capitalisme agraire au Maroc: Le cas du Souss-Massa," *Dirassat*. Vol. 10 , Article 20.

Available at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol10/iss10/20>

This Article is brought to you for free and open access by Arab Journals Platform. It has been accepted for inclusion in *Dirassat* by an authorized editor. The journal is hosted on [Digital Commons](#), an Elsevier platform. For more information, please contact rakan@aarj.edu.jo, marah@aarj.edu.jo, u.murad@aarj.edu.jo.

Les cultures sous-serres ou le nouvel âge du capitalisme agraire au Maroc : Le cas du Souss-Massa

Mohammed BOUCHELKHA

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,

Agadir

Si les cultures sous-serres à grande échelle n'ont vu le jour au Maroc qu'au début des années 70, le phénomène le plus frappant actuellement, est leur impressionnante extension. Elles s'étendent principalement de façon discontinue et inégale tout au long de la côte atlantique depuis la région du Loukkos au Nord jusqu'à la région du Souss-Massa au Sud.

Cette nouvelle pratique agricole marque désormais les paysages ruraux des espaces côtiers en particulier. Elle s'impose en tant qu'élément de mutation agricole en vue de s'adapter aux nouvelles exigences des marchés extérieurs et donc répondre aux nouvelles données de la division internationale du travail. Et c'est grâce à ces cultures protégées que maints produits nationaux ont pu renforcer leur présence sur les marchés étrangers. Par ailleurs, ces pratiques spéculatives très exigeantes en capitaux et en savoir faire restent l'œuvre d'acteurs sociaux dont le comportement s'inscrit dans la logique du capitalisme agraire florissant et dépendant de l'extérieur. Localement, les cultures sous-serres représentent un nouveau facteur de différenciation et d'incohérence socio-spatiale et donc une pratique génératrice de déséquilibres locaux. Parmi ces cultures qui connaissent une très rapide évolution, on trouve, en plus du maraîchage et de la floriculture, le bananier dont la région du Souss-Massa semble constituer sa «terre d'éléction».

Dans le présent texte nous essayerons d'analyser les enjeux socio-géographiques et économiques du développement de cette nouvelle stratégie agricole. De prime abord, il convient de souligner que les quelques travaux de recherches qui ont abordé le thème de «cultures protégées» au Maroc se sont plutôt intéressés aux aspects techniques de cette nouvelle pratique agricole (Ghallab, 1986), (Tazi, 1986). De même que la Rencontre Internationale qui a été consacrée à ce thème dans le pays méditerranéens (colloque, 1996) a été, avant tout, l'occasion d'échanger les dernières nouveautés et expériences technologiques en matière de contrôle de climat dans les serres, des cultures hors sol, des matériaux de couverture, de l'utilisation des eaux non conventionnelles etc.

Le présent texte essaye d'apporter des éléments d'analyse sur d'autres aspects de cette agriculture à savoir les mécanismes de son extension et sa répartition spatiale, les atouts et les limites de son développement, les conditions sociales et économiques de son exercice (caractéristiques socio-géographiques des producteurs, de la main d'œuvre agricole etc...). Cependant les données statistiques dont disposent les organismes agricoles au niveau régional, notamment l'Office Régionale de la Mise en Valeur Agricole du Souss-Massa (ORMVA/SM), restent insuffisantes pour répondre aux objectifs de cet article d'où le recours aux enquêtes de terrains. Celle-ci ont été effectuées entre 1990 et 1996 dans les principales zones de cultures protégées de la région à savoir : le périmètre public de Massa et la zone de Biougra (actuelle commune de l'Oued Sfa). Ces espaces, situés dans la nouvelle province des Chtouka-Aït Baha, concentrent à eux seuls plus de 2857 ha, soit plus de 82% des cultures protégées de cette dernière province et plus de 45% des serres existantes dans toute la région du Souss-Massa en 1995/1996. Nos enquêtes ont porté sur 1927 ha, soit plus de 36% de la superficie équipée pendant la même campagne agricole et 304 producteurs.

1. La région de Souss-Massa, un foyer de concentration des cultures sous-serres au Maroc

L'apparition de la dualité agriculture moderne/agriculture traditionnelle est apparue dans la région avec l'arrivée relativement tard des colons inaugurant

ainsi le processus de brisement de l'homogénéité du paysage rural Soussi. La pratique d'une agriculture spéculative orientée vers la métropole (agrumes et légumes hors saison) allait, cependant, se développer après l'indépendance du pays dans un contexte historique et économique relativement favorable. Toutefois l'élargissement de la CEE va entraîner des contraintes majeures à l'écoulement des produits agricoles marocains sur les marchés européens d'où la nécessité de se plier à un calendrier d'exportation très contraignant (les accords de 1976, puis, plus récemment ceux de 1996) (Oulalou, 1980, 1997). Ainsi l'adoption des techniques de production sous-serres s'inscrit dans cette nouvelle stratégie agricole qui devait permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés extérieurs. Et c'est la Banque Mondiale qui allait soutenir la première opération la plus importante des cultures sous-serres au Maroc en finançant à partir de 1980 le Plan Primeur (*) d'un montant de 58 millions de dollars (Popp, 1984). Depuis, ces nouvelles techniques de production se sont très vite développées et permettent actuellement de produire des cultures très diversifiées et d'améliorer nettement les rendements. Ce nouveau système de production inaugure désormais un nouvel âge agricole dans l'histoire de l'agriculture marocaine contemporaine. Il couvre actuellement 8500 ha sur les 186 000 ha répartis de façon inégale dans les pays de la Méditerranée (Magdad, 1996). Ces cultures semblent trouver dans la région du Souss-Massa les conditions de leur développement.

La répartition spatiale des cultures sous-abris au Maroc montre que le Souss a occupé 57% environ de la superficie concernée par cette pratique en 1993. La région des Doukkla vient en seconde position avec plus de 14% puis le Gharb avec 8% environ. La figure n°1 illustre bien les différenciation spatiales et la répartition des cultures protégées dans le pays ainsi que l'importance de chaque type de culture. On remarque que 80% de ces cultures se trouvent concentrées dans de régions de tradition maraîchère, sauf pour le Gharb, qui pratique plutôt le bananier. Partout ailleurs c'est la tomate qui domine avec plus de 68% des cultures maraîchères sur un total de 3490 ha en 1993. Quant au

(*) Ce plan visait l'équipement de 1000 ha en serres dont 450 ha réservés à la tomate, essentiellement situés dans la zone d'El Jadida et Casablanca.

bananier, produit destiné exclusivement au marché national, il occupe 2900 ha dont plus de 54% se trouvent dans la seule région de Souss-Massa. De même que celle-ci, s'accapare 37% environ de la floriculture produite sous-serres au Maroc, suivie par le Haouz (23,5%) et les Doukkala (20,5%) (MARA, 1993).

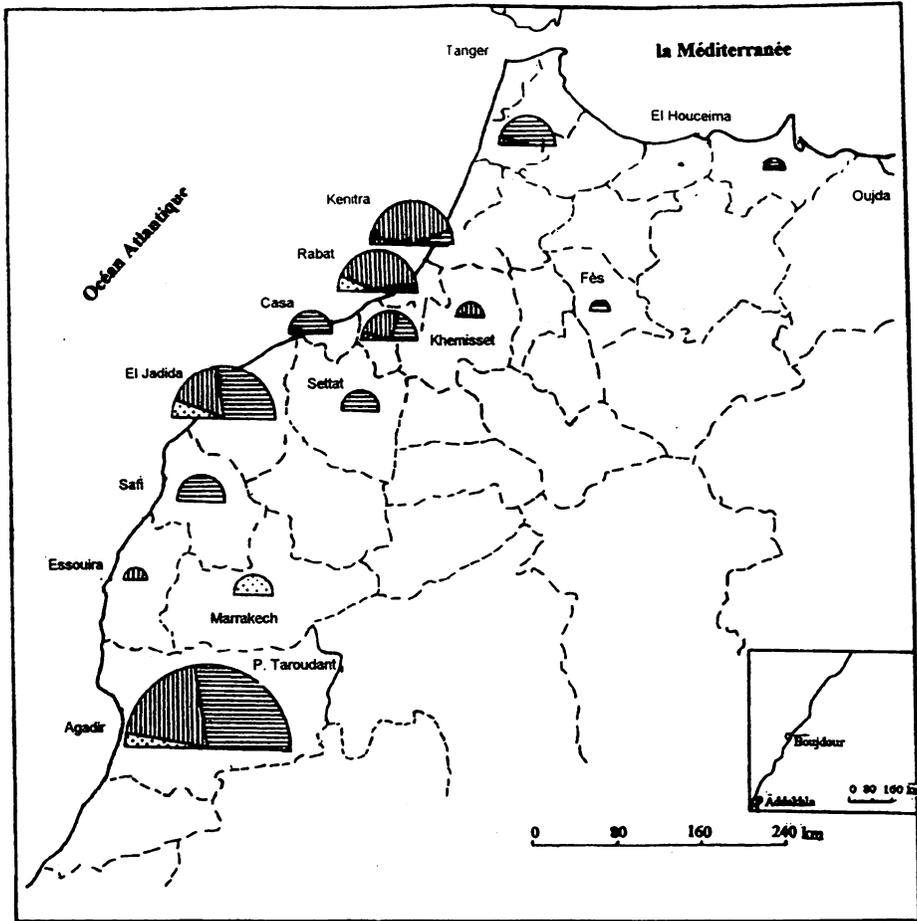
11- Tomate, principale spéculation maraîchère sous-serres dans le Souss

Les superficies concernées par le maraîchage de plein champ (primeurs et de saison) dans la région sont restées relativement stables depuis 1980, oscillant entre 10 000 et 12000 ha. Du point de vue occupation du sol le maraîchage se place en 3^e position (5,3%) derrière les agrumes (9,7%) et les céréales (68,5%). le maraîchage de saison, dominé par la pastèque, a légèrement régressé durant cette période profitant ainsi aux primeurs et aux cultures sous-serres. Deux produits continuent de dominer les primeurs ainsi que l'exportation, à savoir la tomate et la pomme de terre. Cependant, les exploitations ne sont pas spécialisées dans les légumes, elles pratiquent également la céréaliculture, en plus de l'élevage qu'on trouve chez tous les maraîchers traditionnels. Cette constatation a été également faite suite à une enquête qui a porté sur 5219 exploitations sur un total de 5959 réparties sur toute la région du Souss-Massa (Groupement d'Etude, 1992).

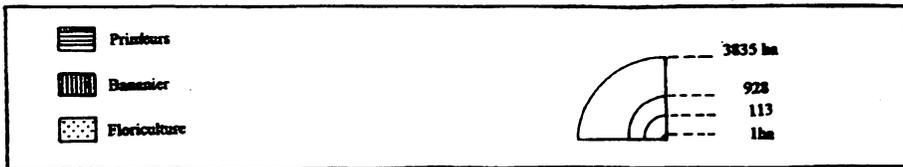
Toutefois, ce sont les cultures pratiquées sous-serres (y compris le bananier), qui vont connaître une évolution impressionnante. Elles ont atteint 5243 ha dans la région du Souss en 1995/96 dont 69,6% de cette superficie est occupée par des cultures maraîchères. Celles-ci, qui représentaient quelques 138 ha en 1980/81, ont atteint 2640 ha en 1993/1994, soit plus de 20% de la superficie totale concernée par le maraîchage dans la région (tableau n°1). Quant à la superficie du bananier, elle dépasse largement les prévisions faites par des bureaux d'études qui ont estimé l'extension de cette culture à 1600 ha seulement d'ici l'an 2005. (Groupement d'Etude 1992).

En outre, c'est la tomate qui est la principale spéculation qui domine ces cultures. Traditionnellement cultivée en plein champ depuis le premier quart de ce siècle, elle occupait des superficies variant entre 800 et 1200 ha selon les conditions climatiques et les fluctuations des prix. Plus de 47% de cette

Fig. 1 : Répartition des Cultures sous Serres au Maroc 1992/1993



A partir des données du bulletin de l'Agreste 1992.



Donn. : B. EL HAÏBA,
Labo. de Géographie Humaine

Tableau n°1 : Evolution des cultures maraîchères sous-serres dans la région du Souss-Massa en ha. (1986/1944)

Année	Saison+primeur	Mar. serres	Total	S. serres en %
1985/86	10 842	358	11 200	3,1
1986/87	9 904	400	10 304	3,8
1987/88	10 330	525	10 965	4,9
1988/89	108093	707	11 600	6,9
1989/90	9 370	806	10 176	7,9
1990/91	9 451	798	10 240	7,7
1991/92	10 338	1 438	11 826	12,1
1992/93	9 495	1 857	11 352	16,3
1993/94	10 110	2 640	12 650	20,8

Source : ORMVA/SM, 1994

superficie concerne la province des Chtouka Ait Baha et principalement le périmètre de Massa. Cependant, la tomate de plein champ ne représente plus actuellement que 6,6% des exportations de tomate dans la région, d'où l'importance accrue de la tomate sous-serres. Cette dernière n'occupait que 0,8 ha en 1980-81 (tableau n°2), mais deux ans après elle occupait déjà 18 ha et fournissait plus de 80% des exportations maraîchères de la région avec des rendements qui atteignent 120 t/ha. Cependant, c'est la campagne 1984-85 qui allait prendre un tournant décisif dans l'avenir de cette pratique dans l'espace Soussi. En effet, 100 ha ont été cultivés durant cette campagne agricole pour atteindre 1802 ha 9 ans plus tard, soit une augmentation de 189 ha/an (tableau n°2).

Tableau n°2 : Evolution de la tomate sous-serres dans la région de Souss-Massa et sa part dans les marchés extérieurs (1981/1993)

Année	Maraîchage en ha	sous-serres export en (t)	Tomate		
			en ha	en %	export (%)
80-81	138	1886	0,8	0,5	1,6
81-82	157	768	0	0,0	0
82-83	155	636	6	3,9	32,4
83-84	141	1335	18	12,8	80,6
84-85	210	7675	100	47,6	96,1
85-86	358	15131	256	71,5	98,1
86-87	400	16641	290	72,5	94,7
87-88	535	14641	420	78,5	93,5
88-89	707	21916	530	75,0	96,4
89-90	806	23936	620	76,9	91,6
90-91	1065	41689	806	75,6	93,4
91-92	1701	64977	1100	64,6	94,6
92-93	2190	90006	1485	67,8	91,6
93-94	2640	114 726	1802	68,2	89

Source : ORMVA/SM, 1994

C'est le pays Chtouka qui concentre plus de 75% de la tomate sous-serres de la région (fig. n°2) dont 38% dans le seul périmètre de Massa. Le reste est réparti essentiellement entre Biougra (commune d'Oued Sfa) et Sidi Bibi. Partout ailleurs, la pratique des cultures sous-abris est faiblement représentée 15% dans la zone de Taroudant (avec 43% des serristes qui cultivent le poivron dans le Souss-amont en particulier) et 11% dans la zone d'Aït Melloul. Malgré la spécialisation des serristes, certains maraîchers ont tendance à diversifier leur production sous-serres en pratiquant des cultures diverses occupant ainsi plus de 28% de la superficie concernée par les serres en 1993 (concombre, melon...). Cette diversification est cependant étroitement liée à la taille des exploitations. La tomate s'impose à tous les serristes (fig. 2) en occupant 40% de la superficie en moyenne dans toutes les exploitations, plus de 60% de cette superficie est concentrée dans les exploitations qui dépassent les 20 ha. Par ailleurs, les exploitations de moins de 10 ha qui ne représentaient que 16,43% de la superficie équipée en serres dans le secteur de Oued Sfa, ont été utilisées comme suit :

- 44,72% de la superficie pour la tomate,
- 16,16% pour la banane.
- 15,5% pour le melon
- 72,% pour le poivron
- 15,80% pour les autres légumes

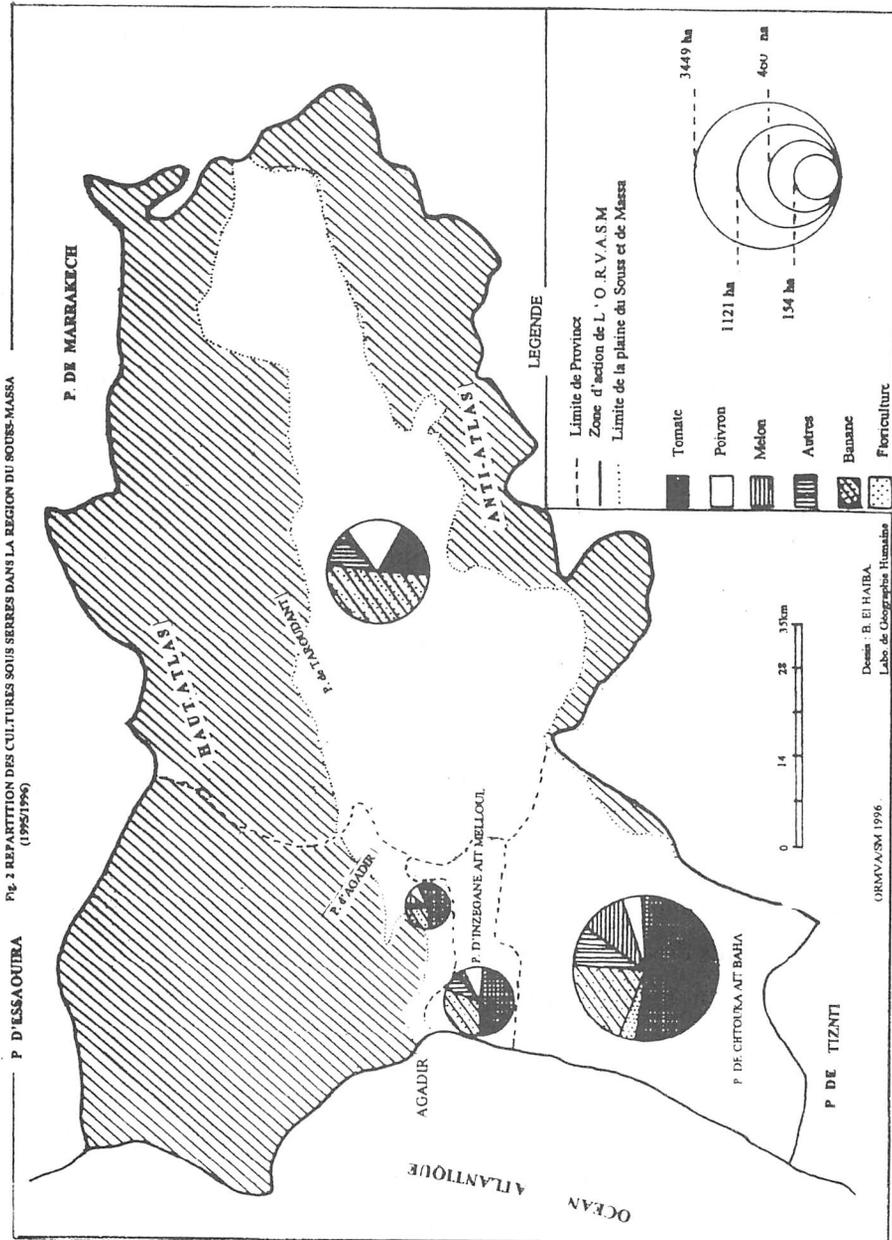
Certaines cultures plus exigeantes en capitaux et en savoir faire dominant dans les grandes exploitations comme c'est le cas de la floriculture (enquête de terrain, 1996).

2- Souss, principal producteur de bananier au Maroc

C'est connu, le bananier pousse dans les régions à climat tropical humide où il trouve les conditions climatiques favorable à son développement naturel. C'est donc une plante qui s'adapte difficilement au climat du bassin méditerranéen d'où la nécessité de créer un microclimat en se servant des serres et des systèmes d'irrigation adéquats. Néanmoins, la région du Souss offre, par certains endroits, des conditions naturelles favorables à la culture du bananier. Les colons se sont rendus compte de ce fait et ont pris l'initiative de cultiver cette plante près de Taroudant, en 1940. Cette première tentative a été un échec mais l'expérience a été reprise près de la côte entre Agadir et Tamri (1946-1956). Il s'agit du bananier de plein champ situé actuellement dans la vallée N'aît Amer (Tamri, Imzourhéne, Doumelt) et celle de l'oued Tamraght (Tardrin, Tamzargout). Il s'étale sur une superficie de 110 ha constituée de plantes de type «petite naine» et se répartit sur un grand nombre de parcelles dont la dimension dépasse rarement 250m² comme c'est le cas à Tamri. Ces bananeraies traditionnelles ne permettent, cependant, qu'un faible rendement (moins de 20t/ha). C'est pourquoi la production nationale est restée insignifiante et le marché était alors approvisionné à plus de 95% par la banane importée.

Toutefois, l'année 1979, date de l'interdiction de l'importation de la banane, allait marquer un tournant décisif dans le devenir de cette culture sur le sol Marocain. En effet, un an après cette mesure, des producteurs allaient essayer

Fig. n°2 : Répartition des cultures sous serres dans la région du sous-Massa



cette culture sous-abris dans les Chtouka des Doukkala et dans la région de Souss. La réussite des expériences à partir de 1980 dans ces deux régions, le manque de ce fruit sur le marché intérieur, ajoutés aux avantages fiscaux relatifs à la pratique des cultures sous-serres en général, sont autant de facteurs décisifs qui vont déclencher le processus de cette mutation récente. Ainsi, les producteurs ont fait irruption dans la région et la superficie est passée de 2 ha en 1981/82 à plus de 1634 ha en 1993/94 soit plus de 60% de la superficie nationale concernée par cette culture. De ce fait, la région est considérée comme le principal fournisseur de l'approvisionnement du marché intérieur. Jusqu'à la campagne agricole 1987/88 ce type de bananier était concentré dans la zone d'Aît Melloul et dans la commune de Biougra profitant de la disponibilité des terres et des eaux de la nappe phréatique. Le périmètre de Massa où le bananier n'est apparu qu'en 1985 avec l'équipement de 10ha, allait quant à lui, connaître la plus importante extension de cette culture avec 57% de la superficie concernée par cette culture dans la province des Chtouka Aît Baha et qui s'élève à 960 ha, le reste est réparti essentiellement entre Biougra et Sidi Bibi.

Contrairement aux autres cultures sous-serres, l'extension du bananier peut-être freinée suite à l'adhésion du Maroc aux accords du Gatt (libéralisation des échanges des produits agricoles, parmi lesquels se trouve la banane^(*)). En plus, le coût de production de cette culture est élevé (6Dh/kg, dont les frais d'installation de la serre, l'entretien, les plans, les engrais, l'énergie de pompage d'eau etc). Par ailleurs, l'utilisation de fortes doses de produits due, en partie, aux difficultés d'adaptation de cette plante, porte, parfois, préjudice à la qualité du fruit. «Pour produire des bananes sous-serres, les agriculteurs sont obligés d'utiliser de fortes doses de pesticides, quitte à dépasser le seuil maximal au-delà duquel le fruit commence à être toxique, parfois même, sans goût» (Benabid, A.1995).

L'appréciation des consommateurs de la région des petits fruits produits à Tamri et à Tamghart, est très significative à cet égard. Les facteurs qu'on vient de citer peuvent donc contribuer à compromettre l'extension de cette culture.

(*) En fait tous les pays producteurs de bananes, hormis les Antilles françaises et les ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), craignent que leur production ne trouve plus de débouchés suite à l'invasion attendue de «bananes-dollars», moins chères et distribuées par les grandes firmes multinationales américaines comme Dole et Chiquita.

Quant à la floriculture, elle a concerné plus de 154 ha en 1993 dont 137 ha sous abris, soit 89% de la superficie. La production totale a été estimée à 54,5 millions de fleurs dont plus de 50% occupée par la rose. C'est le périmètre irrigué de Massa qui attire le plus d'investisseurs, parmi lesquels figurent un nombre important d'étrangers.

Cependant, les accords avec l'U.E. semblent désavantager les producteurs du pays. Un total de 5000t de fleurs sera exporté, un contingent qui ne sera pourtant atteint que pour la campagne 1998/1999. S'agissant d'une production fortement concurrencée à l'étranger, les intéressés pensent que le secteur est menacé, et par conséquent, des efforts doivent être consentis pour exporter vers les pays non membres de l'U.E. et diversifier la production.

VI. Les conditions naturelles, techniques, et socio-économiques du développement des cultures sous-serres

Pourquoi le développement de ces cultures, particulièrement dans la région ? Quelles sont les conditions qui favorisent cette extension spectaculaire de ses cultures ? En effet, plusieurs facteurs semblent contribuer au développement de ces nouvelles pratiques agricoles.

A - Atouts et limites des conditions naturelles : En plus des mesures législatives et incitatives dont bénéficient les investisseurs dans le secteur agricole (exonération de l'impôt agricole, avantages fiscaux relatifs à l'importation des équipements agricoles, facilités de crédit...), la région semble offrir d'autres facteurs favorables à l'extension spatiale des cultures sous-serres. En effet, le climat qui domine dans la région est de type semi-aride à subdésertique avec une influence adoucissante de l'Océan Atlantique liée aux courants des Canaries. La pluviométrie moyenne est de 253 mm par an alors que la température moyenne est de 18,5 C°. Aussi sa position en latitude et le nombre limité de journées couvertes procurent à la région une durée d'ensoleillement qui s'étale sur 2500 à 3000 heures par an. Ainsi, les conditions climatiques sont relativement favorables pour la pratique d'une agriculture irriguée intensive. Toutefois, certains facteurs climatiques s'avèrent parfois désastreux pour ces cultures, tel le Chergui (vent originaire du Sahara qui

entraîne de fortes chaleurs et une chute de l'hygrométrie et dont la vitesse peut dépasser 35km/h). En effet, par sa situation, la région est souvent exposée à plusieurs vents, mais le Chergui reste le plus menaçant. Ainsi, à titre d'exemple, la vague de ce type de vent qui a sévi dans la région de Souss-Massa du 3 au 10 Juillet 1994 a affecté sérieusement, en plus des cultures de plein champ - 931 ha au total, particulièrement la culture de la pastèque, les agrumes (700 ha) toutes les cultures sous-serres qui ont nécessité un lourd investissement. Ainsi, plus de 1305 ha de ces cultures ont été affectés par ces vents chauds et violents dont 842 ha de dédommagement se situant entre 60 et 100% comme le montre le tableau n°3. Ces dégâts ont atteint le seuil critique et la destruction totale des plants et des films plastiques (ces derniers été ont fondus et les feuilles des plants ont été grillées comme c'est le cas de 743 ha de bananes).

Tableau n°3 : Importance des dégâts causés par le Chergui dans le Souss-Massa en juillet 1994

Cultures altérées	- de 30%	de 30 à 60%	de 60 à 100%	Total 1 305
1. Cultures s. serres :	58	405	842	1 108
- bananier	20	345	743	170
- maraîchage	38	48	84	27
- floriculture	-	12	15	
2. Cult. plein chp.	-	386	545	931
- maraîchage	-	386	515	901
- floriculture	-	-	10	10
- autres	-	-	20	20
3. Arboriculture	606	160	98	866
4. Maïs	-	125	40	165
Total	666	1 076	1 525	3 267

Source : Ministère de l'Agriculture, 1994

Les pertes ont été alors estimées à 108 millions de DH pour l'ensemble de ce secteur.

Par ailleurs, certaines cultures sous-serres tel que le bananier semblent s'adapter aux sols profonds et aux conditions pédologiques de la région en général. Toutefois, la désinfection et le traitement du sol est une des opérations les plus importantes pour la mise en place de toute culture sous-serre. En effet, ce nouveau système de production s'appuie essentiellement sur deux éléments fondamentaux : l'eau et le plastique. Cependant, le Souss-Massa est une région où partout l'irrigation est indispensable et le déficit à combler devient de plus en plus important à partir du mois de février et durant tout le cycle végétatif. C'est donc un espace qui souffre d'un déficit pluviométrique et qui revêt un caractère dramatique du fait que la nappe connaît plutôt un abaissement inquiétant allant de 5 à 15 m selon les zones en ce qui concerne la nappe des Chtouka (Azili et Sabrane, 1987). Cet abaissement du niveau dépasse 30m dans certains secteurs de la palme de Souss. Le déficit de cette dernière nappe est passé de 80 hm³ en 1970 à 250hm³ en 1985. Cette baisse progressive de la nappe est passée de 0,5 à 1m/an et atteint 2 m/an à Guerdane (Direction de la Région Hydraulique du Souss-Massa, 1994). Cette situation déficitaire s'est également traduite par le tarissement d'une grande partie des Khetteras et sources (Popp, 1983). Le phénomène de surpompage, dont les conséquences sont connus de tous, ne cesse de s'amplifier. Soulignons à ce propos que la région de Souss-Massa concentre à elle seule plus de 13.200 motopompes, soit 15% environ de celles qui existent à l'échelle nationale.

Dans le cas des cultures protégées, les exploitations sont équipées par des motopompes et ce même dans le secteur public irrigué par les eaux du barrage Y. ben Tachfine. En effet, les fluctuations des réserves du barrage, les sécheresses successives et les exigences des cultures pratiquées dictent cette stratégie. Ainsi, toutes les exploitations disposent d'au moins un puits. Le nombre de ces points d'eau augmente avec l'importance de la taille de l'exploitation (jusqu'à trois puits dans la catégorie de 20-40 ha dans le périmètre de Massa).

Certes, les infrastructures hydrauliques réalisées sont importants (barrage Y. Ben Tachfine sur Oued Massa, Abdelmoumen et Dkhila sur Oued Issen, barrage d'Aoulouz sur Oued Souss) mais les disponibilités en eau sont limitées d'autant plus que l'eau pour l'agriculture est de plus en plus concurrencée par les besoins croissants des autres secteurs (alimentation en eau potable, tourisme etc.). Ainsi, la pratique de l'agriculture sous-serre, grosse consommatrice d'eau - à titre d'exemple, il faut 16 000m³/ha pour la banane, 10 000m³/ha pour la floriculture - se développe dans une région où l'eau est de plus en plus rare et où la salinité apparaît déjà comme un facteur limitatif à l'extension de ces cultures - notamment l'espace maraîcher côtier qui s'étale entre Oualidia et Mohammadia (Bouchelkha, 1988), la région du Souss-Massa semble offrir encore des conditions naturelles relativement favorables.

B. Un environnement foncier encourageant : En effet, les cultures spéculatives intensives s'étendent et se développent dans un environnement foncier plus au moins favorable. Le statut foncier le plus répandu dans la région est la propriété privée qui représente 46% de la superficie mais dont l'importance varie selon les zones. Il se concentre surtout dans le périmètre de Massa où florissent les cultures protégées et se caractérise également par une concentration de la propriété entre les mains d'un nombre limité de propriétaires (10,5% des fellahs détiennent 47,7% des terres dans des propriétés de plus de 20 ha). Le cas du périmètre du Massa est très significatif à cet égard. Il s'agit d'un périmètre public qui a connu des difficultés pour sa mise en valeur et où on a constaté entre autre une sous-exploitation de la grande propriété, qui était alors considérée comme un «frein puissant à l'intensification du système de culture» (Benchrif, 1980). On avait remarqué alors l'importance de la jachère, l'insuffisance des moyens financiers, l'absentéisme élevé des propriétaires, le caractère familial de la propriété etc. Cependant, avec le relâchement des plans d'assolement et la libéralisation de la mise en valeur du périmètre de Massa on va assister à un mouvement de spéculation et ce déjà à partir de 1976-77 avec l'apparition de quelques exploitants qui ont loué des terres. Mais, ce phénomène de fermage était encore très limité puisqu'il n'a concerné à l'époque que 350 ha, soit 2% seulement de la surface totale du périmètre. Ce mouvement spéculatif va

toutefois s'accélérer à partir des années 80 et les locataires qui étaient au départ indésirables, sont depuis considérés par les autorités agricoles comme les bienvenus. La durée des contrats de bail varie, en général, entre 6 et 9 ans dans le périmètre en question. Le prix de location à l'hectare a évolué comme suit : 100 dh en 1976, 300 Dh en 1980, 2500 Dh en 1990 pour atteindre en 1995 la valeur de 6000 Dh. Tandis que le prix de la vente a presque quadruplé passant de 18.000 Dh à l'hectare en 1976 à 70.000 Dh en 1995. Par ailleurs, tout le secteur maraîcher de la région se caractérise par l'importance des exploitations gérées en location (un quart des exploitations sont concernées par ce mode de faire valoir). Ce dernier est cependant largement dominant dans le cas des cultures sous-abris avec, toutefois, des différences importantes d'une zone à l'autre. Ainsi, dans le secteur d'Aît Amira, 3% seulement des producteurs nationaux ont prodédé à l'achat des terres contre 56% dans le secteur de Biougra, situé en dehors du périmètre public (enquêtes personnelles, 1996). Donc cette extension des cultures spéculatives, en particulier celle pratiquées sous-serre, se fait dans le cadre d'un large mouvement de spéculation où l'assiette foncière et les conditions sociales des populations locales favorisent le développement de ces cultures par le biais des grands fermiers et des sociétés agricoles. Tous ces facteurs confirment donc l'attrait qu'exerce la région sur le drainage des capitaux dans l'agriculture.

Aussi, cette nouvelle activité agricole se développe également en dehors du périmètre irrigué public tels que les secteurs de Biougra et de Sidi Bibi. Cependant, cette extension, qui se fait notamment grâce à une nappe relativement proche mais dont les réserves souterraines sont limitées, se réalise de plus en plus au détriment de la forêt d'arganier portant ainsi un préjudice à l'équilibre d'un environnement rendu déjà fragile par le rythme accéléré des défrichements.

C. Les conditions techniques et financières : Technologie avancée et importance des investissements:

a- Systèmes d'irrigation assez développés : Dans le secteur des cultures protégées la tendance dominante est l'équipement des exploitations par des

systèmes d'irrigation appropriés aux caractéristiques des cultures pratiquées tel le circojet qui est une technique largement utilisée dans la production du bananier. Elle permet l'augmentation du taux d'humidité du sol tout en favorisant la décomposition des résidus abandonnés. Ce sont de tels avantages qui font défaut au goutte-à-goutte, d'après la constatation des producteurs eux-même (Colloque, 1989). Conscients des inconvénients de ce dernier système, les producteurs ont de en plus tendance à l'abandonner au profit du premier. Ce comportement est remarquable également à l'échelle nationale puisque le goutte-à-goutte ne concernait plus que 6% des exploitations du bananier en 1991 contre 25% en 1988. Le circojet est complété par l'installation d'un autre système en haut de la serre dit «haute irrigation» ou système de brumisation. Ce dernier est utilisé essentiellement pendant les premiers mois de plantation et durant les périodes de fortes chaleurs, permettant ainsi d'éviter une éventuelle dessiccation de l'atmosphère à l'intérieur de la serre. Toutefois, le chergui reste toujours menaçant.

Ces techniques d'irrigation (circojet, goutte-à-goutte...) bien adaptées aux différentes cultures protégées et qui couvrent plus de 75% du secteur des primeurs, permettent une meilleure maîtrise et un usage rationnel de l'eau. Mais, si sur le plan technique le sujet est parfaitement maîtrisé, on remarque que la majorité des exploitations continuent à appliquer des quantités qui dépassent largement les besoins des cultures. Certaines exploitations remarquablement équipées procédant également à la fertigation et aux traitement phytosanitaires par des méthodes très avancées permettant un dosage rationnel, minutieusement calculé. Les résultats spectaculaires de ces nouvelles pratiques agricoles suscitent de plus en plus l'intérêt des producteurs et des spécialistes qui développent les recherches et multiplient les expériences. Ainsi, par exemple, l'introduction de la serre à climat géré par ordinateur fait déjà son chemin dans certains milieux serristes. Le colloque qui s'est tenu récemment à Agadir a été l'occasion de présenter les avancements des recherches et d'échanger les expériences dans le domaine des culture sous-serres dans les pays méditerranéens (Colloque, 1996).

b- Un cadre régional de recherche et d'encadrement : La maîtrise de ces nouvelles technologies nécessite l'emploi d'un personnel qualifié et un encadrement technique adéquat. La région en question semble répondre aux nouvelles exigences du nouveau système de production. En effet, elle dispose d'un ensemble d'institutions et d'organismes qui interviennent à des différents niveaux de la production. Ainsi, les agents de l'O.R.M.V.A./S.M., en collaboration avec l'I.N.R.A., l'I.A.V. Hassan II, Complexe Horticole d'Agadir, mènent des activités de recherche d'expérimentation et de vulgarisation dans le but de mettre au point les techniques culturales, le choix des variétés, la conduite des cultures.. De même, la majorité des producteurs utilisent les services de la S.A.S.M.A. - organisme professionnel fonctionnant grâce à une cotisation de 1% prélevée sur les exportations des producteurs concernés - et la compétence de ses techniciens. D'autres institutions scientifiques interviennent également pour assurer la réussite et l'adaptation des nouveautés technologiques et culturales à l'environnement régional, tel que l'I.A.V. Hassan II. Aussi les multinationales d'intrants, qui ont trouvé dans la région du Souss un marché florissant, assurent un certain appui technique par l'intermédiaire de leurs représentants au niveau régional. Signalons enfin que les serristes, qui disposent de leur propre technicien, sont de plus en plus nombreux, ce qui constitue la meilleure formule d'encadrement.

Par ailleurs, la part des ingénieurs agronomes et des techniciens dans les fermes reste très faible. Ainsi, 54% environ des exploitations utilisant les sous-serres dans le secteur de Biougra, ne possèdent pas leurs propres techniciens. De même, nous avons remarqué que l'importance de l'encadrement varie selon la taille de l'exploitation. En effet, on note une forte présence de ces derniers dans les exploitations qui dépassent les 10 ha : 25% des techniciens se trouvent dans la catégorie de 10 à 20 ha et 23% dans celles ayant une superficie de plus de 50 ha (enquêtes personnelles, 1996). L'absence d'appui technique chez les petits producteurs est souvent compensée par la grande faculté d'imitation.

Le phénomène des cultures sous-serres apparaît donc comme un vecteur de modernisation et d'innovation dans le domaine agricole. Mais, il est aussi l'expression de nouvelles valeurs dans le monde rural : investir dans la terre pour exporter, tirer le maximum de profit... Toutefois, la prospérité du secteur est fragile. Elle repose sur des investissements très lourds et un endettement souvent très important.

C. Lourdeur des investissements, allégée par la souplesse relative du système de financement : Les tentatives d'estimation des dépenses pour l'équipement des différentes cultures protégées, établies par certains organismes tel l'O.R.M.V.A/S.M., permettent de se faire une idée plus au moins précise sur l'importance des capitaux engagés dans ces nouvelles pratiques agricoles. Nous pouvons apprécier les dépenses considérables et leur répartition selon les différentes opérations nécessaires à la mise en place de la culture sous serre. Nous présentons à titre d'exemple le cas de l'équipement d'un ha de bananier.

Tableau n°3 : Importance et répartition du coût d'équipement d'un ha de bananier s. serre en DH (valeur de 1996/97)

<i>Structure de la serre</i>	<i>I. En bois</i>	<i>I. En fer</i>
a) la serre :		
- bois	72 000	- métal 300 000
- plastique	56 100	- métal 57 800
- fils de fer	59 400	- métal 6 000
- socles	24 900	- métal 40 000
b) main-d'œuvre	43 000	- métal 43 000
Total	255 400	- métal 447 400

A cela, il faut ajouter les frais d'irrigation : 86 000 DH

système d'irrigation 50 000 DH

puits 10 000 DH

motopompe 16 000 DH

consommation de l'eau 10 400 Dh

Autres frais :

préparation du sol et

plants 104 000 DH

engrais 33 500 Dh

Valeur totale de la serre en bois 479 300 DH Valeur totale de la serre en metal 671 300

Sources : l'O.R.M.V.A./SM (1997)

Ces chiffres, qui ne donnent qu'une valeur indicative, témoignent toutefois que cette activité moderne fait appel à des investissements considérables. La serre proprement dite et l'équipement en irrigation nécessitent à eux seuls plus de 71% du coût global. Les frais de la serre arrivent en tête, ils concernent essentiellement l'acquisition du métal dont le coût très élevé par rapport à la structure en bois. Ce dernier provient, en général, de Sidi Yahia du Gharb ; les autres accessoires proviennent soit de Casablanca e Mohammadia comme pour les fils de fer ; soit d'Aït Meloul et d'Agadir comme c'est le cas pour le plastique et les engrais. En effet, les producteurs de la région ont tendance à préférer la serre en bois (48%) contre (31%) pour celle en métal, tandis que 21% des exploitations utilisent les deux types de serre. Cette tendance est également observée à l'échelle nationale où l'utilisation des serres en bois est passée de 42% en 1988 à 58% en 1991. Certaines considérations commandent toutefois la serre en bois, essentiellement sa résistance aux vents violents et son coût relativement moins élevé (- de 30%). Cependant, il faut souligner que le bananier ainsi que d'autres cultures pratiquées sous-abris sont devenues de grands consommateurs de bois et on peut estimer à plus de 40.000 tonnes de bois les quantités acheminées vers la région jusqu'en 1996. Quant aux matériaux composants les systèmes d'irrigation dont il a été question auparavant, ils sont

importés de l'étranger, ce qui constitue une dépense non négligeable en devises. Ces techniques d'irrigation nécessitent à elles seules la moitié environ des dépenses se rapportant à l'équipement d'un ha de bananier, l'autre moitié intéresse la construction du puits et la mise en place du système de pompage. En effet, 23% des crédits d'équipement qui ont été accordés par la C.N.C.A., entre 1989 et 1994, avaient pour objectif le creusement des puits, la construction des bassins, l'achat des moyens d'irrigation et plus particulièrement l'acquisition des motopompes. Ces dernières ont absorbé à elles seules 40% environ des crédits destinés à l'équipement en irrigation. Le reste des frais concerne essentiellement l'acquisition des plants tandis que le coût de la main-d'œuvre représente environ 9% des sommes engagés initialement pour l'équipement d'un ha de bananier en bois. Toutefois, la part de ce dernier facteur varie selon les types de cultures pratiquées, entre 15 et 20% en général, et ce en raison des exigences de chaque culture en main-d'œuvre (à titre d'exemple, il faut 2 ouvriers pour l'entretien d'un ha de bananier et 4 ouvrier pour un ha de tomate).

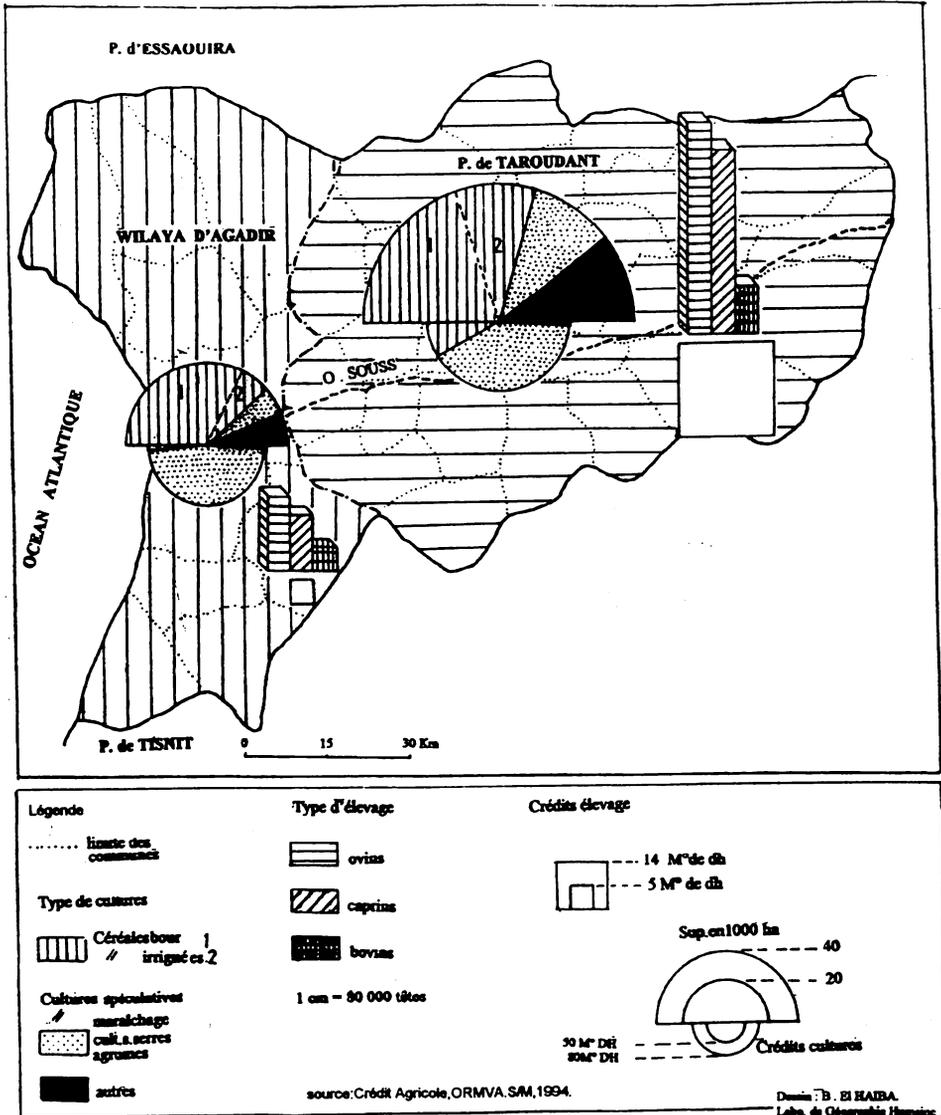
Par ailleurs, la répartition des crédits selon les cultures pratiquées dans la région, montre l'importance accordée aux cultures maraîchères et plus particulièrement à celles produites sous-serres (tableau n°4).

Tableau n° 4 : Répartition des crédits dans la région du Souss- Massa selon les cultures (1989-1994)

Type de culture	Sup. moyenne		Crédit	
	en ha	en %	en dh	en %
Maraîchage de plein champ	9924	4,5	99.210.750	40
Agrumes	24360	11	70.559.800	28,5
Cult. s. serres	3220	1,5	53.266.975	21,5
Cult. ind et fourragères	29.156	13,5	2.054.600	0,80
céréales	143 536	65	22.827.020	9,20
Autres	10 264	4,5		
Total	220 460	100	240.919.145	100

Source : à partir de différentes données de l'O.R.M.V.A./S.M et de la C.R.C.A. Agadir

Fig. 3 : Répartition de la production et des crédits agricoles dans le Souss (1989-1994)



On remarque que les cultures maraîchères de plein champ, les agrumes et les cultures sous-abris profitent de 90% de l'ensemble des crédits agricoles accordés à la région ; alors que ces cultures spéculatives ne représentent que 17% de la superficie cultivée. Ce constat est encore plus significatif si on considère la part des capitaux injectés pour l'exercice des cultures sous-abris (21%) tandis qu'elles n'occupent que 1,5% des terres cultivées (tableau n°4). En outre, la répartition géographique de ces crédits reflète une certaine spécialisation dans l'exercice des activités agricoles (fig. 3). Ainsi, on distingue, d'une part, une zone dominée par l'agrumiculture et l'élevage (c'est le cas de Taroudant) et, d'autre part, un espace dominé par le maraîchage et qui s'accapare 80% des crédits destinés à l'équipement des cultures protégées (c'est le cas des Chtouka en particulier).

On déduit de ce qui précède l'importance des capitaux nécessaires à l'exercice de cette activité agricole, d'où le recours aux crédits bancaires comme moyen de financement. En effet, la C.N.C.A. accordait jusqu'à 70% de la valeur totale du projet. De même, d'autres établissements bancaires interviennent dans le financement du reste des investissements, telle la B.P., la B.M.C.I. et WAFABANK. Cependant, cette disponibilité de financement est conditionnée par la présentation d'un certain nombre de garanties que seuls les grands producteurs peuvent fournir. Et pourtant, le «Primeuriste», édité par l'ASPEM..., a constaté que «depuis quelques années, les producteurs, n'arrivent plus à constituer une trésorerie propre et demeurent de ce fait complètement dépendant des crédits bancaires particulièrement coûteux» (Primeuriste, 1995).

Mais qui sont ces derniers ? d'où proviennent-ils ? Quelles sont leurs origines socio-professionnelles ? d'où engagent-ils la main-d'œuvre nécessaire à la pratique de cette agriculture moderne ?

D. Les conditions sociales et humaines de l'extension des cultures protégées

a- Forte présence de producteurs étrangers au territoire : De prime abord, on remarque la faible présence des producteurs locaux puisqu'ils n'ont représenté en 1990 que 33% de l'ensemble de ceux qui ont investi dans la

culture du bananier par exemple (enquêtes personnelles, 1990). De même la plupart d'entre eux sont installés à Agadir, le reste provient de l'environnement immédiat du périmètre de Massa en particulier (Biougra, Aît Melloul, Inchaden...). Ainsi, les producteurs venant d'autres horizons constituent le contingent le plus important et ceci non seulement dans le cas du bananier où ils représentent 62% des exploitants dans la région mais également pour les autres cultures sous-abris. Toutefois, on remarque une présence de plus en plus important des producteurs locaux ces dernières années (tableau n°5).

Tableau n° 5: importance et origine des producteurs dans le Souss-Massa (1995/1996)

<i>Origine des producteurs</i>	<i>Sup. s. serre en ha</i>	<i>en %</i>	<i>Producteurs nbre</i>	<i>en %</i>	<i>Sup. moyenne en ha par producteur</i>
Souss	428,75	22,46	153	50,32	2,8
autres régions	1063,75	55,19	134	44,07	7,93
étrangers/sociétés	434,8	22,57	17	5,59	25,57
Total	1927,30	100	304	100	6,33

Source : enquêtes de terrain, 1996

Cependant, le nombre important de ces derniers (50% des producteurs) ne s'est pas traduit pas une emprise significative sur l'espace équipé en cultures sous-serres (22,46% seulement de la superficie équipée). Tandis que les producteurs venant d'autres horizons (50%), accaparent plus de 77% des cultures protégées. Il faut signaler également l'importance des étrangers et des sociétés auxquelles ils se sont associés dans la pratique de cette agriculture moderne, constituant des exploitations dont la taille moyenne dépasse les 25 ha, tandis que celle-ci n'atteint pas les 3 ha dans le cas des producteurs locaux (tableau n°5).

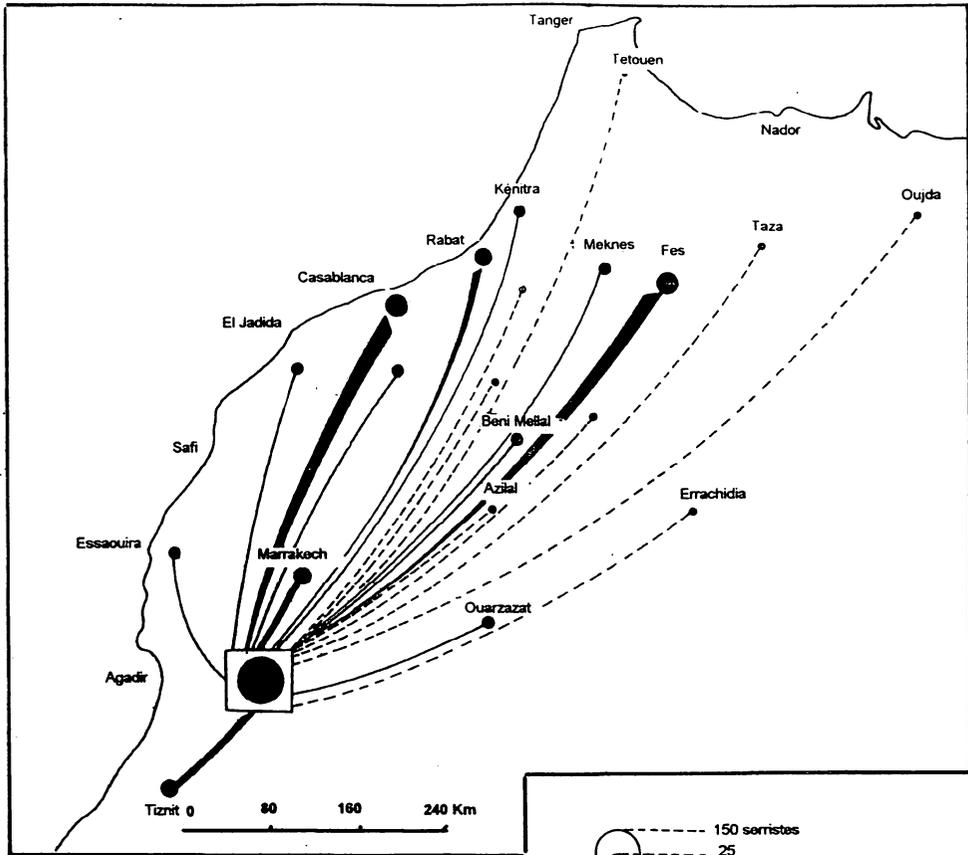
En effet, la combinaison de certains facteurs auxquels nous avons fait allusion auparavant ont fait naître une situation sociale et foncière fragile dont les nouveaux producteurs vont largement profiter, notamment les faibles coûts de location et du prix de la terre. Ainsi, ces derniers ont pu soit acheter des terres disponibles à des prix relativement bas oscillant entre 60.000 et 80.000 dh/ha

(c'est le cas de 57% environ de ceux qui ont investi dans le bananier), soit recourir à la location comme c'est le cas de la majorité des exploitations pratiquant d'autres cultures protégées et ce à un prix variant actuellement entre 4000 et 6000 dh/ha. Cette situation a permis à certains producteurs ou sociétés agricoles de constituer des exploitations dont la superficie dépasse parfois les 100 ha comme c'est le cas dans la commune d'Asfa et dans le périmètre de Massa (Arbor Sud et Maraissa). Les producteurs nationaux sont venus essentiellement des grandes agglomérations urbaines telles Fès, Casablanca, Marrakech et Rabat (fig. 4). De même, certains européens, notamment des Français, des Hollandais et des Allemands investissent dans certaines cultures sous-abris destinées à l'exportation telle que la tomate mais également dans des cultures très exigeantes et plus rentables telle que la floriculture. En effet, la richesse de la région a réussi à drainer des investisseurs européens. Maraissa, Armona, Nectarprim et autres sociétés reflètent, par ailleurs, ce partenariat en agriculture entre marocains et étrangers.

Si on considère la structure socio-professionnelle des producteurs des cultures protégées, on remarque que 56,16% des producteurs se déclarent comme agriculteurs. En fait, ces derniers, sont plutôt de véritables entrepreneurs agricoles dont le profit et l'esprit sont fondamentalement différents du paysan traditionnel. Les hommes d'affaires et les commerçants représentent quant à eux 18,83%, contre 11% pour la catégorie des fonctionnaires et de la profession libérale. Les techniciens agricoles et certains ingénieurs agronomes ou anciens fonctionnaires de l'O.R.V.A./S.M. de la S.A.S.M.A.. qui se sont couverts en jeune producteurs, forment plus de 3% de contingent (enquêtes personnelles, 1996). Par ailleurs, on note une présence insignifiante des Ressortissants Marocains à l'Etranger dans cette composition. Ces derniers préfèrent, semblait-il investir dans d'autres secteurs exprimant mieux leur réussite sociale.

Cette pratique spéculative est donc le fait d'acteurs sociaux dont le comportement s'inscrit dans la logique du nouveau capitalisme agraire florissant. Il s'agit d'un capitalisme agraire dépendant puisqu'il ne saurait se passer du marché extérieur.

Fig. 4 : Origine géographique des Serristes nationaux



Source: Enquêtes personnelles, 1996

Dessin: B.El Haïba, Labo. de Cartographie

Absentéistes en majorité, ces citoyens qui participent à des réseaux de relations et d'influences, réels ou supposés, inaccessibles à la majorité des fellahs locaux, sont perçus comme étrangers à cette société paysanne. De même, exerçant une activité individualiste, ils entretiennent des relations sociales très lâches, ainsi que leurs représentants en place, avec les fellahs du territoire. De ce fait, le phénomène des cultures sous-serre a fait émergé de nouvelles structures socio-spatiales et des mentalités opposés. Toutefois, outre la contribution de ce secteur aux rentrées en devises, il est générateur d'emplois dans le milieu rural.

b) Une agriculture créatrice d'emploi et attractive d'une main-d'œuvre également étrangère à la région : La production agricole dans les nouvelles conditions techniques et culturelles nécessitent l'emploi d'une main-d'œuvre relativement importante et dont la région n'en dispose pas suffisamment : d'où le recours à d'autres horizons pour répondre aux besoins croissants d'une agriculture en pleine extension. Le tableau n°5 montre l'importance du secteur maraîcheur - dont les cultures protégées constituent une composante essentielle - dans la création de l'emploi rural.

Tableau n°5 : Importance et répartition du travail fourni par les principales cultures spéculatives en millions de journées de travail et en % (1994/1995)

Types de spéculation	Superficie		Travail	
	en ha	en %	en millions de j.	en %
Maraichage	13 939	32,6	7	54,5
Agrumiculture	26 950	63,1	37,5	37,5
Bananier	1630	03,8	6,5	6,5
Floriculture	137	0,30	1,5	1,5
Total	42 656	100	12,8	100

Source : O.R.M.V.A./S.M. 1995

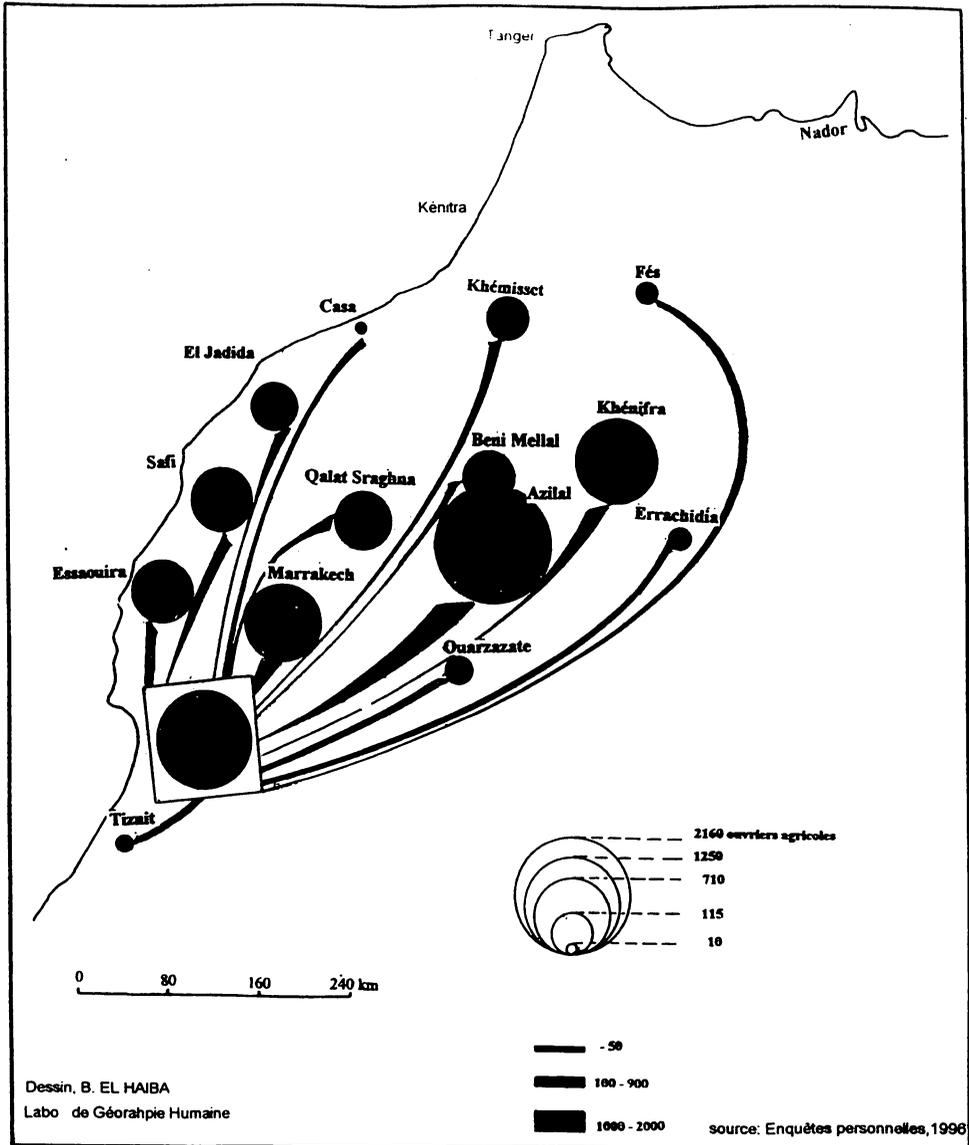
De prime abord, il faut souligner que sur les 16,4 millions journées de travail qui ont été fournies par l'ensemble des cultures pratiquées dans la région pendant la campagne 1994/95, les cultures mentionnées dans le tableau n°5 ont représenté 75% de cet effectif. La part du secteur maraîcheur est très significative

pusiqu'elle s'élève à plu de 54,5% de journées de travail sur le plan régional. Evidemment, les cultures sous-serres contribuent largement au développement du salariat agricole. En effet, l'extension de ces nouvelles pratiques agricoles ont nécessité l'embauche de quelques milliers d'ouvriers agricoles (nous avons recensé quelques 5 519 ouvriers dans le périmètre de Massa et dans le secteur de Biougra en 1996). La majorité de ces derniers viennent d'autres régions du pays et de leur effectif devient encore plus important pendant la saison des grands travaux (début de la campagne agricole, la mise en place des serres, la période de la récolte...). La faible présence de la main-d'œuvre locale s'explique, surtout par le phénomène bien ancien de l'émigration qu'a connue la région du Souss en général et le périmètre du Massa en particulier, avant même sa mise en valeur (Benchrif, 1980). Les plus importantes régions d'approvisionnement en ouvriers agricoles sont celles d'Azilal, Khénifra, Beni Mellal, Qalat Sraghna (fig. n°5). Ces régions contribuent à elles seules avec plus de 64% d'ouvriers agricoles contre seulement 18,7% de la main d'œuvre d'origine régionale. A noter que l'origine géographique de ce salariat agricole contraste avec celle des producteurs (fig. 4).

La société rurale porte déjà les marques de cette récente migration des ouvriers «serristes». Ainsi certains Douars se sont créés et dont les noms font parfois référence aux origines géographiques où ethniques tels Douars Aarab et Hmar situés dans la zone de Biougra. Cette main d'œuvre vit souvent dans des conditions très précaires et loge dans sa majorité dans les lieux même de travail. C'est le cas de plus de 75% des ouvriers agricoles de la commune de l'Oued Sfa (Enquêtes personnelles, 1996).

A cela il faut ajouter l'importance de la main d'œuvre employée dans les stations d'emballages dont la plupart sont liées directement à ce nouveau système de production. Ainsi, la région du Souss-Massa disposait de 66 stations d'une capacité totale de 90 000 t. La majorité de ces stations se trouve concentrée dans les plus importantes zones de production maraîchère, à savoir Biougra, en premier lieu, avec 38 stations, soit plus de 57% des unités d'emballages de la région. Le reste est repartis entre le périmètre de Massa et

Fig. 5 : Origine géographique des ouvriers agricoles



Aît Melloul. Par ailleurs, la main d'œuvre engagée dans ces unités est presque exclusivement féminine. A l'instar des hommes travaillant dans les fermes, les «femmes des stations» viennent également d'autres horizons (plus de 80%), mais elles sont plutôt d'origine urbaine (Casablanca, Safi, Essaouira...).

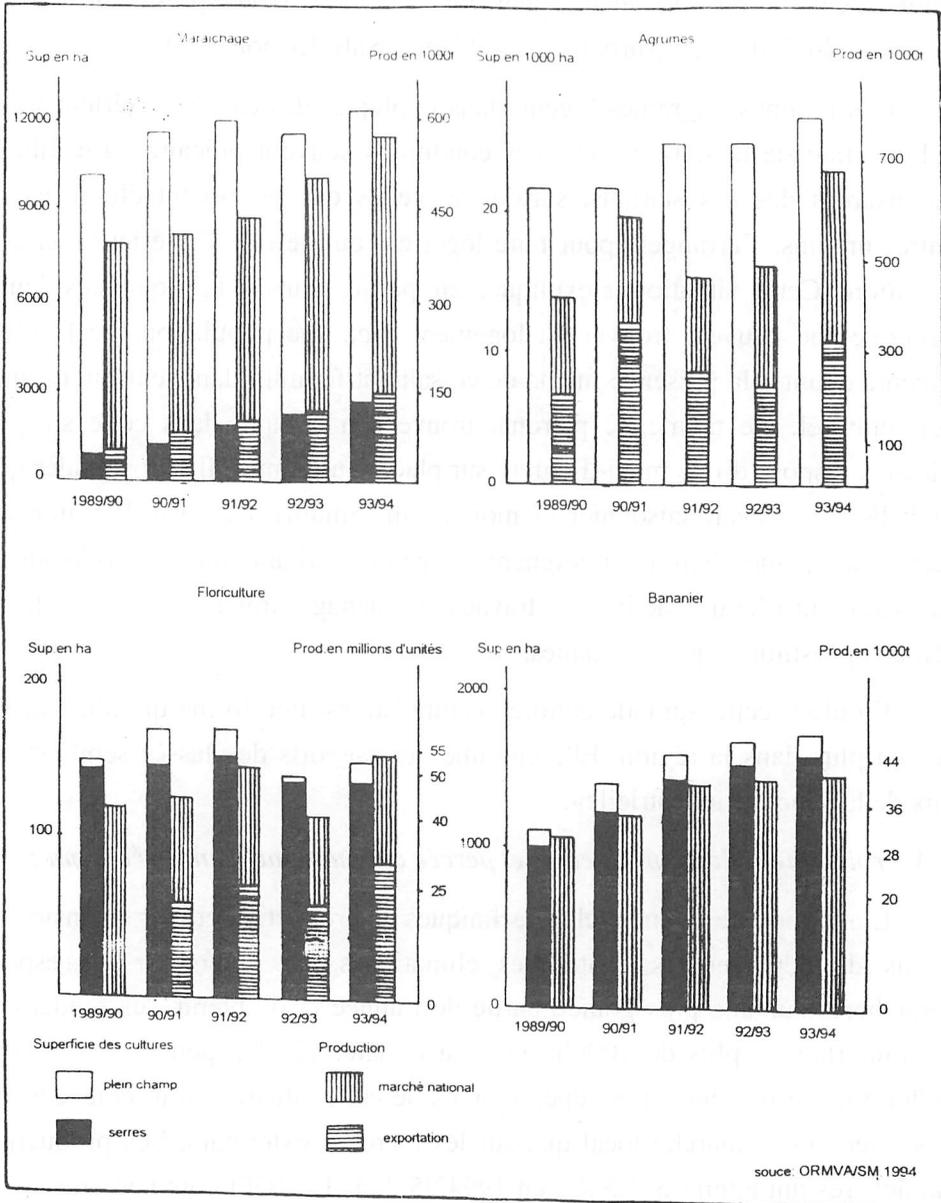
Ces femmes migrantes logent, dans la plupart des cas, à l'intérieur même de l'enceinte de la station, dans des conditions souvent précaires. En fait, les responsables de ces stations, surtout de celles qui se trouvent éloignées des centres urbains, s'arrangent pour faire loger ces ouvrières à l'intérieur même de la station. Cette situation s'explique, en partie, par le fait que ces jeunes immigrées ne peuvent trouver un logement chez une population locale plutôt réticente quant à la présence même de ce salariat féminin dans leur environnement socio-culturel. De même, le patronat trouve son compte dans cette situation puisqu'il dispose d'une main-d'œuvre sur place jour et nuit. Il faut signaler qu'il s'agit là d'un travail saisonnier (7 mois au maximum). Le reste de l'année, la plupart des jeunes femmes rejoignent les centres urbains du Grand-Agadir où elles exercent d'autres activités : travaux de ménage, travail dans les cafés, et même la prostitution pour certaines.

En effet, cette «grande culture» capitaliste est une forme qui s'impose de plus en plus dans la région. Elle entraîne des rapports de classes semblables à ceux de la «société industrielle».

V. Accroissement de la production et percée commerciale sans précédent :

L'adoption de ces nouvelles techniques de production et leur extension ont permis de dépasser les contraintes climatiques, de diversifier les espèces maraîchères sur une plus grande partie de l'année et d'obtenir des rendements très importants : plus de 100t/ha pour la tomate, 120t/ha pour le concombre, 60t/ha pour le bananier. Les répercussions de cette situation sont considérables aussi bien sur le marché local que sur les marchés extérieurs. Les productions maraîchères ont atteint 681.340 t en 1994/95 dont 150.950t commercialisées sur les marchés étrangers. La figure n°6 nous montre l'importance de la région, aussi bien au niveau de la production agricole des principales cultures spéculatives, y compris les argumes, que sur le plan de la répartition de cette production entre

Fig. 6 : Evolution des cultures spéculatives et la destination de la production dans le Souss-Massa (1989/1994)



les marchés nationaux et les marchés extérieurs. Cette amélioration très nette des exportations est remarquable depuis la libéralisation des exportations et l'apparition des groupes exportateurs dynamiques privés. Ainsi les exportations des produits maraîchers se sont quadruplées entre 1981 et 1995. Ces produits sous-serres représentent environ plus de 80% des quantités exportées, d'où l'importance de ces cultures dans la présence des produits marocains sur les marchés extérieurs. En effet, la production maraîchère, dans les nouvelles conditions, s'est substituée à celle provenant des cultures de plein champ. Ainsi, l'exportation de la tomate sous-serres est passée de 30 t seulement en 1980/81 à 12.151 t en 1993/94. Parallèlement, celle pratiquée en plein champ a nettement régressé passant de 32.376 t à 15.503 t pour la même période. Les produits maraîchers de la région occupent une place de plus en plus importante dans les marchés extérieurs. Ils ont représenté plus de 64% des produits maraîchers nationaux écoulés à l'étranger en 1995/96. Les exportations totales des primeurs de la région et 74% des exportations de tomate à l'échelle nationale. Toutefois l'Union Européenne a renforcé son arsenal protectionniste à l'encontre des produits marocains dans le cadre des accords du Gatt. En effet, elle a remplacé son système du «prix de référence-taxe compensatoire» par un nouveau système plus contraignant appelé «prix d'entrée-dits additionnels». Malgré les quelques aménagements des prix d'entrée du dernier accord d'association entre le Maroc et l'U.E., l'accès des produits nationaux aux marchés de l'Union demeure difficile, d'où la nécessité de diversifier la production et les marchés extérieurs. Les initiatives de certains groupes exportateurs de la région montrent leur conviction qu'ils ne peuvent plus compter sur l'accès préférentiel traditionnel aux marchés européens. Ainsi, ils ont déjà essayé d'autres marchés tel celui du Canada et des U.S.A. grâce notamment à la Royale Air Maroc. De même, les contraintes et les difficultés d'exportation montrent l'intérêt croissant que doit avoir le marché local - de plus en plus exigeant en matière de qualité - pour les producteurs. Il constitue déjà un débouché important pour les écarts de triage.

Quant à la production des cultures florales, en 1995, elle a atteint 75 millions de fleurs, dont 73% d'œillets, 54,6% de cette production a été écoulee sur les marchés extérieurs. La fragilité du produit a nécessité la mise en place d'équipement adéquat et l'acheminement de la production par avion vers l'extérieur.

Concernant la production de banane, elle a été estimée à 46.260t en 1995. De ce fait, la région se place comme le principal fournisseur du marché national. Les ventes qui se font directement de la plantation représentent 43% contre 34% sur les marchés de gros, le reste est écoulee sur les marchés municipaux, les souks et les usines (Groupement d'Etude, 1992). Les ventes avant la récolte, et plus particulièrement à des revendeurs des régions non productrices, permettent également aux producteurs d'économiser les frais du transport. Le prix de vente de la banane au Maroc dépasse sa valeur sur le marché international d'où l'absence de compétitivité qui le rend inexportable. En effet, son coût de production s'élève à 6 dh/kg, alors que la banane importée, saine et d'une meilleure qualité, se vendait à 4 dh/kg au port de Casablanca ! De même, l'utilisation de fortes doses de pesticides due aux difficultés d'adaptation des variétés de banane originaires des pays tropicaux, peut porter préjudice à la qualité et au goût du fruit, ce qui peut influencer les consommateurs et par conséquent remettre en question l'extension de cette culture.

Oeuvre d'acteurs sociaux dynamiques, en majorité extérieurs au terroir, les cultures protégées connaissent une évolution impressionnante qui marque des paysages ruraux en mouvement. Des locataires dans leur majorité, ces producteurs profitent d'un contexte général favorable dans lequel ces nouvelles pratiques sont apparues comme un des meilleurs placements de capitaux dans le domaine agricole. Cette activité résulte d'un capitalisme agraire florissant mais également dépendant, puisqu'elle ne peut se passer du marché extérieur. Ces acteurs sociaux sont appelés à accroître les ventes et les diversifier par des restructurations continues et l'adoption des nouveautés techniques et culturelles. Mais l'avenir de cette agriculture restera surtout tributaire de la réussite des stratégies commerciales que les groupes exportateurs doivent élaborer. Par

ailleurs, ces cultures spéculatives, s'étendent parfois, au dépens de l'arganier comme c'est le cas de la forêt d'Admin rompant ainsi l'équilibre d'un écosystème dont la forêt a jadis constitué un front naturel contre l'avancée de la désertification (Maalam, 1987). En outre, ces cultures protégées très exigeantes, se développent dans une région globalement déficitaire en eau. Notons enfin que ce nouveau système de production est devenu l'expression des nouvelles divisions socio-spatiales dans la région. En effet, les petits producteurs semblent les plus touchés par les mutations technologiques avec le passage du maraîchage traditionnel à la serre.

Résumé

L'utilisation des serres et relativement récente au Maroc. Toutefois, ce système de production a connu une évolution rapide au cours des dernières années. La superficie est passée de 5 ha en 1973 à plus de 8500 ha en 1994. Celle-ci ne représente cependant que 4,6% environ de la superficie couverte de serres dans les pays méditerranéens. Dans la région de Souss-Massa, on trouve la plus grande concentration des serres de tout le pays. Plus de 4430 ha de cultures sous-abris font de l'espace en question la principale région productrice et exportatrice des produits maraîchers du Maroc. Utilisées initialement dans la production maraîchère de primeurs, les serres ont vite été étendues à d'autres cultures dont la production est destinée soit à la substitution à des importations coûteuse (la banane en particulier) soit au renforcement et à la diversification des exportations. Par ailleurs, ce nouveau système de production, très exigeant en savoir faire et en capitaux, est principalement l'œuvre d'acteurs sociaux faisant partie de la bourgeoisie agricole. Ils continuent à tirer profit d'un contexte général très favorable à leur enrichissement, notamment le soutien des pouvoirs publics (avantages fiscaux pour l'importation des équipements, exonération de l'impôt agricole, facilité d'octroi des crédits...). Toutefois, l'extension des cultures sous-serres reste tributaire de la capacité des groupes exportateurs d'accéder aux marchés extérieurs dans un contexte où la globalisation de l'économie est à l'ordre du jour et où le Maroc ne peut plus compter uniquement sur les marchés traditionnels de l'Union Européenne.

Références bibliographiques

Benchrifra, A. (1980) : *Une région du Souss en cours de transformation : Chtouka et Massa. Etude de géographie agraire*, Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V, Rabat.

Benabid, A. (1995) : «*Eviter l'accélération d'une catastrophe écologique*», Quotidien Al-Bayane du 20/01/1995.

Bouchelkha, M. (1988) : *Représentation, usage et gestion de l'eau dans un espace des bas plateaux atlantiques marocains*, Th. de 3^e cycle, Aix-Marseille II.

Colloque (1996) : *Les cultures protégées dans les pays méditerranéens*, organisé par le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes et l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, du 6 au 9 octobre 1996, Agadir.

Colloque (1989) : *La situation actuelle et les perspectives d'avenir de la culture de la banane sous-serres au Maroc*, 22-24 février 1989, complexe Horticole Aït Melloul, Rapport dactylographié.

Direction de la Région Hydraulique du Souss-Massa et Draa, 1994 «*Recharge de la nappe du Souss à partir du barrage Aoulouz*», rapport, Agadir.

Ghallab, M. (1986) : *Les abris serres dans le développement des primeurs*, *Hommes-Terre et Eaux*, n° 62, vol. 16, p. 49-55.

Groupement d'Etude, (1992) : *Etude de commercialisation des fruits et légumes dans le Souss-Massa*, *Rapport définitif*, M.A.R.A., Direction de la Planification et des Affaires Economiques, Rabat.

Maalam S.A., (1987) : *Contribution à l'étude de la désertification dans le Souss-Massa*. Mémoire de fin d'études, I.A.V. Hassan II, complexe Horticole, Aït Melloul, Agadir.

Magdad, M.A., (1996) : *Les cultures sous-serres au Maroc*, communication, présentée lors du colloque sur «*les cultures protégées dans les pays méditerranéens*».

Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire (MARA), 1993 : *Rapport sur l'agriculture marocaine*, Rabat.

O.R.M.V.A./S.M. : Différents rapports sur les campagnes agricoles du périmètre du Souss-Massa (1980-1996).

Oulalou, F. (1980) : *Propos d'économie marocaine SMER*, Editions Marocaines et Internationales, Tanger.

Oulalou, F. (1997) : *Le projet Maghrébin et le partenariat Euro-méditerranéenne (en arabe)*. Edition Toubkal, Casablanca.

Popp, H. (1983) : *Un «manade hazard» : le surpompage dans la vallée du Souss*, Aspects sociogéographiques d'une exploitation excessive des eaux souterraines, R.G.M. n°7, p. 35-52.

Popp, H. (1984), *La question hydraulique, 2 les effets socio-géographiques de la politique des barrages au Maroc*, Rabat.

«*Primeuriste*», journal édité par l'Association des producteurs, exportateurs de Maraîchères et primeurs du Maroc (ASPEM), n° 13, 1995.

Sabrane, A. et Azili, M., (1979) : *Etude Hydrogéologique des Chtouka du Nord*. Ecole de Mohammadia d'Ingénieurs.

Tazi, M. (1986) : *Cultures protégées au Maroc, situation actuelle*, *Hommes-Terre et Eaux*, n°62, Vol. 16, p. 45-47.